

Les colis de Shein et Temu au cœur de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine

Un virage à 180°. Moins de vingt-quatre heures après avoir annoncé suspendre la réception des colis provenant de Chine et de Hong Kong, les services de postes américains ont retiré la mesure. Une grande confusion, causée par la signature par Donald Trump d'un décret pour contrer l'arrivée des paquets de plateformes chinoises aux Etats-Unis.



[Julie Ducos](#)

6 février 2025 à 15h14

Mais que se passe-t-il dans le service postal américain (USPS) ? Il a annoncé mardi 4 février stopper « temporairement » la réception des colis en provenance de Chine et de Hong Kong. Moins de 24 heures après, l'USPS est revenu sur sa décision, sans préciser publiquement ses raisons. Si les e-commerçants chinois et hongkongais vont pouvoir souffler – plusieurs avaient accusé le coup en Bourse avec une chute de 5,25 % pour JD.com, de 1,6 % pour Alibaba — ils restent dans le viseur de l'administration Trump.

Selon [le Wall Street Journal](#), cette « grande confusion » à l'USPS aurait été causée par la signature du président américain d'un décret mettant fin aux « *minimis* », ces exemptions de taxes sur les colis de moins de 800 dollars pour les consommateurs et importateurs depuis 1930. Or, sur les 1,36 million de paquets entrés aux Etats-Unis en 2024 et concernés par ce

dispositif, près de 50 % proviennent de plateformes à bas prix chinoises selon le service des douanes et de la protection des frontières américaines.

Un décret sur fond de guerre commerciale ouverte avec le géant asiatique. Donald Trump a en effet annoncé le week-end dernier 10 % de droits de douane additionnels –entrés en vigueur ce mardi– sur toutes les exportations chinoises vers le territoire américain. Le porte-parole de la diplomatie chinoise Lin Jian a immédiatement réagi : "*nous demandons instamment aux Etats-Unis de cesser de politiser et d'instrumentaliser les questions commerciales et économiques*" et de pénaliser de façon "*déraisonnable*" les entreprises chinoises.

Et pourtant, pour justifier leurs actes, les autorités américaines ont plaidé non pas la guerre commerciale mais une guerre... contre la drogue. Les petits colis postaux représenteraient une "*faille pour faire passer en contrebande non seulement du fentanyl, mais aussi toutes sortes de drogues*", [assurait Peter Navarro, conseiller commercial de la Maison Blanche, à Politico ce 4 février](#). Une faille exploitée par les "*cartels chinois*", selon les autorités américaines. Car les "*minimis*" permettent aussi de contourner les inspections douanières pour les envois internationaux.

Reste que le dispositif des "*minimis*" est depuis plusieurs années dans le collimateur des politiques américains, rappelle le *Wall Street Journal*. Des législateurs des deux bords exprimant leur inquiétude face à une croissance de 600 % du nombre de colis exemptés ces dix dernières années. Et ce sont bien [le rouleau compresseur de la fast-fashion Shein](#) et le "*magasin à un dollar*" en ligne Temu, deux géants chinois qui ont connu une croissance rapide aux Etats-Unis, qui sont pointés du doigt. Un rapport de 2023 d'un comité de la Chambre des représentants américaine a ainsi indiqué que ces deux plateformes représentaient chaque jour plus de 30 % de tous les colis expédiés et exemptés de taxes et contrôles douaniers.

Selon le *Wall Street Journal*, Shein et Temu minimisent pourtant le rôle des "*minimis*" dans leur succès. A l'image de Temu, qui a implanté de nombreux entrepôts, si bien que près d'un tiers de ses commandes aux Etats-Unis seraient désormais remplies par des vendeurs implantés localement.

Amazon pourrait pâtir de la fin des "*minimis*"

Les mastodontes chinois du e-commerce pourraient bien ne pas être les seuls à faire les frais d'un arrêt des "*minimis*". Amazon a annoncé en novembre le lancement de Amazon Haul, plateforme qui propose des articles ne dépassant pas 20 dollars. Mais ces colis sont directement expédiés de Chine. Les partisans du maintien des "*minimis*" pointent aussi le fait qu'un tel dispositif bénéficie aux petites entreprises américaines qui s'approvisionnent en marchandises à l'étranger et aux consommateurs américains qui bénéficient de prix plus bas.

Si Donald Trump ne s'est pas montré sensible à ces arguments, en signant ce décret s'attaquant aux "*minimis*", "*une suppression totale de la disposition nécessite une action législative*", selon Greg Husisian, associé au cabinet d'avocats Foley & Lardner, et interrogé par le *Wall Street Journal*. Le Congrès américain suivra-t-il le général en chef Trump dans sa guerre commerciale contre la Chine?